

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 1432

[C - 99/22429]

7 MAI 1999. — Arrêté ministériel relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de la Santé publique,

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Intégration sociale,

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 27.4.3, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 1978;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 25 février 1999;

Vu l'association des gouvernements des régions à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 4 juin 1998 sur une carte de stationnement pour personnes handicapées prévoit que les États membres prendront les mesures nécessaires pour que la mise à disposition des cartes de stationnement pour personnes handicapées selon le modèle communautaire uniforme intervienne au plus tard le 1^{er} janvier 2000, et que certains problèmes techniques, tels que l'épuisement des stocks des modèles actuels, requièrent l'entrée en vigueur à bref délai du présent arrêté ministériel,

Arrêtent :

Article 1^{er}. 1° La carte visée à l'article 27.4.3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, peut être délivrée :

a) aux personnes atteintes d'une invalidité permanente de 80 % au moins;

b) aux personnes dont l'état de santé provoque une réduction permanente du degré d'autonomie d'au moins 12 points mesurés conformément au guide et à l'échelle applicables dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés;

c) aux personnes atteintes d'une invalidité permanente découlant directement des membres inférieurs et occasionnant un taux d'invalidité de 50 % au moins;

d) aux personnes atteintes de paralysie entière des membres supérieurs ou ayant subi l'amputation de ces membres;

e) aux invalides civils et militaires de guerre, ayant au moins 50 % d'invalidité de guerre.

2° La carte est conforme au modèle de l'annexe I.

Art. 2. La carte est demandée :

1° par les invalides de guerre (militaires et assimilés) et par les invalides militaires du temps de paix au Ministère des Finances, Administration des Pensions, Tour des Finances, boîte 31, boulevard du Jardin Botanique 50, à 1010 Bruxelles;

2° par les invalides civils de guerre au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration des victimes de la guerre, square de l'Aviation 31, à 1070 Bruxelles;

3° par les autres intéressés au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration de l'Intégration sociale, rue de la Vierge Noire 3C à 1000 Bruxelles.

La formule de demande est fixée par l'Administration de l'Intégration sociale du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement. Elle comporte au minimum le nom, le prénom, la date de naissance, le numéro de registre national et la signature de l'intéressé et doit être accompagnée d'une photo récente de l'intéressé.

La délivrance de la carte à l'intéressé est assurée par l'Administration de l'Intégration sociale.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 1432

[C - 99/22429]

7 MEI 1999. — Ministerieel besluit betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Volksgezondheid,

De Staatssecretaris voor Veiligheid en Maatschappelijke Integratie,

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 27.4.3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1978;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 25 februari 1999;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanbeveling van de Raad van de Europese Unie van 4 juni 1998 inzake een parkeerkaart voor mensen met een handicap voorziet dat de Lidstaten de nodige maatregelen zullen nemen om ervoor te zorgen dat de parkeerkaarten van uniform communautair model voor mensen met een handicap uiterlijk op 1 januari 2000 ter beschikking worden gesteld, en dat technische problemen, zoals de uitputting van de stocks van de huidige kaarten eisen dat het huidige ministerieel besluit op korte termijn in werking treedt,

Besluiten :

Artikel 1. 1° De kaart bedoeld in artikel 27.4.3 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, kan uitgereikt worden aan:

a) de personen die door een blijvende invaliditeit van tenminste 80 % getroffen zijn;

b) de personen wier gezondheidstoestand tot een blijvende vermindering van de graad van zelfredzaamheid met tenminste 12 punten leidt, bepaald overeenkomstig de handleiding en de schaal die van toepassing zijn in het kader van de wetgeving betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

c) de personen die getroffen zijn door een blijvende invaliditeit die rechtstreeks toe te schrijven is aan de onderste ledematen en tenminste 50 % bedraagt;

d) de personen die volledig verlamd zijn aan de bovenste ledematen of bij wie deze geamputeerd zijn;

e) de burgerlijke en militaire oorlogsinvaliden met minstens 50 % oorlogsinvaliditeit.

2° De kaart stemt overeen met het model van bijlage I.

Art. 2. De kaart wordt aangevraagd:

1° door de oorlogsinvaliden (militaire en gelijkgestelden) en door de militaire invaliden in vredetijd bij het Ministerie van Financiën, Administratie der Pensioenen, Financietoren, bus 31, Kruidtuinlaan 50, te 1010 Brussel;

2° door de burgerlijke oorlogsinvaliden bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Bestuur der Oorlogsgetroffenen, Luchtscheepvaartsquare 31, te 1070 Brussel;

3° door de andere belanghebbenden bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Bestuur van de Maatschappelijke Integratie, Zwarte Lievrouwstraat 3c, te 1000 Brussel.

Het aanvraagformulier wordt bepaald door het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu. Het omvat minstens de naam, de voornaam, de geboortedatum, het rijksregisternummer en de handtekening van belanghebbende en moet vergezeld zijn van een recente foto van belanghebbende.

De aflevering van de kaart aan de belanghebbende wordt verzekerd door het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie.

Art. 3. 1° A la demande adressée à l'Administration de l'Intégration sociale, doit être jointe une attestation émanant d'une autorité judiciaire ou administrative indiquant que l'intéressé est atteint d'un des handicaps mentionnés à l'article 1^{er}, a) à d). Aucune attestation ne doit être jointe si l'intéressé, à la suite d'un examen effectué par l'Administration de l'Intégration sociale, appartient à l'une des catégories visées à l'article 1^{er}, a) à d).

2° A défaut, l'intéressé doit produire un certificat conforme à l'annexe 2 et complété par un médecin au choix du demandeur. L'intéressé dont le médecin atteste, soit qu'il se déplace avec des difficultés importantes, avec des efforts supplémentaires importants ou avec un recours important à des équipements particuliers, soit qu'il est dans l'impossibilité de se déplacer sans l'aide d'une tierce personne, sans accueil dans un établissement approprié ou sans environnement complètement adapté, est considéré comme appartenant à l'une des catégories visées à l'article 1^{er}, a) à d).

Dans ce cas, l'Administration de l'Intégration sociale peut procéder à un contrôle médical pour vérifier si l'intéressé appartient à l'une des catégories visées à l'article 1^{er}, a) à d).

Art. 4. Le requérant est tenu de fournir, à la demande de l'Administration habilitée à octroyer la carte, tous les renseignements qui sont nécessaires pour l'octroi de la carte.

Art. 5. La carte est strictement personnelle; elle ne peut être utilisée que lorsque le titulaire est transporté dans le véhicule qui est mis en stationnement ou lorsqu'il conduit lui-même le véhicule.

En cas d'usage abusif, la carte peut être retirée par un agent qualifié, qui renvoie la carte à l'Administration de l'Intégration sociale. Dans ce cas, cette Administration peut décider de ne pas délivrer de nouvelle carte à l'intéressé dans les 6 mois qui suivent la date à laquelle la carte a été retirée.

En cas de disparition du motif justifiant son utilisation, la carte doit être retournée par le titulaire ou ses ayants-droits, à l'Administration de l'Intégration sociale, avec indication du motif de renvoi.

Art. 6. Le titulaire de la carte peut en obtenir un duplicata lorsque celle-ci est perdue, volée, détruite, détériorée ou illisible.

Ce duplicata doit être demandé à l'Administration de l'Intégration sociale. La carte détériorée ou illisible doit être renvoyée au plus tard au moment de la délivrance de la nouvelle carte. En cas de vol, une déclaration de vol rédigée par une autorité compétente doit être jointe à la demande de renouvellement.

Art. 7. La carte est octroyée pour une durée maximale de 10 ans. Le renouvellement de la carte se fait selon les mêmes modalités que pour la première demande.

Art. 8. § 1^{er}. L'arrêté ministériel du 29 juillet 1991 désignant les personnes qui peuvent obtenir la carte spéciale de stationnement pour handicapés ainsi que les ministères habilités à délivrer cette carte, et en déterminant le modèle, ainsi que les modalités de délivrance, de retrait et d'utilisation, modifié par l'arrêté ministériel du 5 avril 1996, est abrogé.

§ 2. Toutefois, les cartes spéciales délivrées conformément à l'arrêté ministériel du 29 juillet 1991 restent valables jusqu'à leur date d'expiration.

§ 3. Les cartes spéciales délivrées conformément à l'arrêté ministériel du 12 juillet 1973 désignant les personnes qui peuvent obtenir la carte spéciale autorisant à stationner sans limitation de durée ainsi que les ministères habilités à délivrer cette carte, et en déterminant le modèle, ainsi que les modalités de délivrance, de retrait et d'utilisation, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1975, restent valables jusqu'au 31 juillet 2001. Elles ne peuvent pas entrer en ligne de compte pour la délivrance d'un duplicata.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.
Bruxelles, le 7 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Art. 3. 1° Bij de aan het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie gerichte aanvraag moet een attest bijgevoegd worden uitgaande van een gerechtelijke of administratieve overheid en waarop vermeld staat dat belanghebbende door een van de in artikel 1, a) tot d) vermelde handicaps getroffen is. Indien belanghebbende ten gevolge van een door het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie verricht onderzoek tot een van de in artikel 1 a) tot d) bedoelde categorieën behoort, moet er geen attest bijgevoegd worden.

2° Bij gebrek hieraan moet belanghebbende een certificaat voorleggen dat conform is met bijlage 2 en dat ingevuld wordt door een geneesheer naar keuze van de aanvrager. De belanghebbende wiens geneesheer verklaart, hetzij dat hij zich met grote moeilijkheden verplaatst of met grote bijkomende inspanning of uitgebreid beroep op bijzondere hulpmiddelen; hetzij dat het hem onmogelijk valt zich te verplaatsen zonder de hulp van een derde, zonder opvang in een aangepaste voorziening of zonder volledig aangepaste omgeving, wordt beschouwd als deel uitmakend van één der categorieën bedoeld in artikel 1, a) tot d).

In dat geval kan het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie overgaan tot een medische controle teneinde na te gaan of belanghebbende deel uitmaakt van één der categorieën bedoeld bij artikel 1, a) tot d).

Art. 4. De aanvrager moet, op verzoek van het Bestuur dat bevoegd is om de kaart toe te kennen, alle inlichtingen verschaffen die nodig zijn voor de toekenning van de kaart.

Art. 5. De kaart is strikt persoonlijk; zij mag enkel gebruikt worden wanneer de titularis vervoerd wordt in het voertuig dat geparkeerd wordt of wanneer hij zelf dat voertuig bestuurt.

In geval van misbruik kan de kaart door een bevoegde agent ingehouden worden, die de kaart terugstuurt naar het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie. In dat geval kan dit Bestuur beslissen om geen nieuwe kaart aan de betrokkene af te leveren tijdens de 6 maanden die volgen op de datum waarop de kaart werd ingetrokken.

Indien het motief dat het gebruik ervan rechtvaardigt wegvalt, moet de kaart teruggezonden worden door de titularis of zijn rechthebbenden aan het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie, met vermelding van de reden van terugzending.

Art. 6. De titularis van de kaart kan een duplicaat ervan bekomen wanneer zij verloren, gestolen, vernietigd, beschadigd of onleesbaar is.

Dit duplicaat moet aangevraagd worden bij het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie. De beschadigde of onleesbare kaart moet ten laatste bij de aflevering van de nieuwe kaart teruggestuurd worden. Indien de kaart gestolen is, moet een verklaring opgesteld door een bevoegde overheid hierover bij de aanvraag om hernieuwing gevoegd worden.

Art. 7. De kaart wordt toegekend voor een periode van maximaal 10 jaar. De hernieuwing van de kaart gebeurt volgens dezelfde modaliteiten als voor de eerste aanvraag.

Art. 8. § 1. Het ministerieel besluit van 29 juli 1991 waarbij de personen worden aangewezen die de speciale parkeerkaart voor gehandicapten kunnen bekomen alsook de ministeries die bevoegd zijn om deze kaart uit te reiken en waarbij het model ervan alsmede de modaliteiten van afgifte, intrekking en gebruik worden bepaald, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 april 1996, wordt opgeheven.

§ 2. Nochtans blijven de speciale parkeerkaarten die overeenkomstig het ministerieel besluit van 29 juli 1991 uitgereikt werden, geldig tot hun vervaldatum.

§ 3. De speciale parkeerkaarten die uitgereikt werden overeenkomstig het ministerieel besluit van 12 juli 1973 waarbij de personen die de speciale kaart kunnen bekomen die toelaat voor onbepaalde duur te parkeren, en de ministeries en het organisme die bevoegd zijn om deze kaart af te leveren worden aangeduid en waarbij het model ervan alsmede de modaliteiten van afgifte, van intrekking en van gebruik worden bepaald, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 december 1975, blijven geldig tot 31 juli 2001. Zij kunnen weliswaar niet in aanmerking komen voor de afgifte van een duplicaat.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.
Brussel, 7 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Veiligheid en Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

Annexe 1 à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées.



(verso)

Nom : _____

Prénom : _____

PHOTO

SIGNATURE

Cette carte autorise son titulaire à bénéficier des facilités de stationnement offertes par l'Etat membre dans lequel il se trouve.

En cas d'utilisation, la carte doit être apposée à l'avant du véhicule, de telle manière que le côté recto soit clairement visible aux fins de contrôle.

La couleur de la carte est bleu clair, sauf le symbole du fauteuil roulant, qui se trouve sur un large fond de couleur bleu foncé.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap
(voorzijde)



(keerzijde)

Naam :
.....

Voornaam :
.....

FOTO

HANDTEKENING

Deze parkeerkaart geeft de houder recht op het gebruik van de parkeerfaciliteiten die worden geboden door de lidstaat waar hij zich bevindt.

Zij moet bij gebruik aan de voorzijde van het voertuig op zodanige wijze worden aangebracht dat haar voorzijde duidelijk zichtbaar is voor controle.

De kleur van de kaart is lichtblauw, met uitzondering van het symbool van de rolstoel dat op een brede donkerblauwe achtergrond is aangebracht.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Veiligheid en Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

Anlage I zum Ministeriellen Erlaß vom 7. Mai 1999 in Bezug auf die Sonderparkkarte für Personen mit Behinderung
(Vorderseite)



(Rückseite)

Name :
.....

Vorname :
.....

FOTO

UNTERSCHRIFT

Dieser Ausweis berechtigt zur Inanspruchnahme der geltenden Parkerleichterungen in dem Mitgliedstaat, in dem sich der Berechtigte aufhält.

Der Ausweis ist im Fall seiner Benutzung im vorderen Teil des Fahrzeugs so anzubringen, dass die Vorderseite des Ausweises zu Kontrollzwecken gut sichtbar ist.

Die Farbe der Karte ist hellblau, mit Ausnahme des Rollstuhlsymbols, das sich auf einem breiten dunkelblauen Hintergrund befindet.

Gesehen um beigefügt zu werden zum Ministeriellen Erlaß vom 7. Mai 1999.

Der Innenminister,
L. VAN DEN BOSSCHE

Der Minister der Volksgesundheit,
M. COLLA

Der Staatssekretär für Sicherheit und Soziale Eingliederung,
J. PEETERS

Annexe 2 à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées

CERTIFICAT MEDICAL

Je soussigné, docteur en médecine,

Nom : Prénom :

Adresse :

certifie avoir examiné

Nom : Prénom :

Domicile :

et avoir constaté que cette personne se déplace :

	(*)
sans difficultés	
sans efforts particuliers	
sans équipements particuliers	
avec des difficultés minimales	
ou avec des efforts supplémentaires minimales	
ou avec un recours minimal à des équipements particuliers	
avec des difficultés importantes	
ou avec des efforts supplémentaires importants	
ou avec recours important à des équipements particuliers	
impossible sans l'aide d'une tierce personne	
ou impossible sans accueil dans un établissement approprié	
ou impossible sans environnement complètement adapté	

(**) pour une durée indéterminée jusqu'au :

La capacité de se déplacer est évaluée par rapport à une personne du même âge, sans handicap.

Le présent certificat peut donner lieu à un contrôle médical par le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Un faux certificat est punissable (art. 193 et suivants du Code pénal).

Date

Cachet du médecin

Signature du médecin

(*) indiquer une croix dans la(les) case(s) qui convien(nen)t

(**) indiquer une croix ou compléter la date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHELe Ministre de la Santé publique,
M. COLLALe Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap

MEDISCH GETUIGSCHRIFT

Ik, ondergetekende, dokter in de geneeskunde,

Naam : Voornaam :

Adres :

verzekert hierbij

Naam : Voornaam :

Woonplaats :

te hebben onderzocht en te hebben vastgesteld dat deze persoon zich verplaatst

	(*)
zonder moeilijkheden	
zonder bijzondere inspanning	
zonder bijzondere hulpmiddelen	
met beperkte moeilijkheden of	
met beperkte bijkomende inspanning of	
met beperkt beroep op bijzondere hulpmiddelen	
met grote moeilijkheden of	
met grote bijkomende inspanning of	
met uitgebreid beroep op bijzondere hulpmiddelen	
onmogelijk zonder hulp van een derde of	
onmogelijk zonder opvang in een aangepaste voorziening of	
onmogelijk zonder volledig aangepaste omgeving	

(**) voor een onbepaalde duur

tot :

De geschiktheid om zich te verplaatsen wordt gemeten in vergelijking met een persoon van dezelfde leeftijd die geen handicap vertoont.

Dit getuigschrift kan aanleiding geven tot een medische controle door het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Een vals getuigschrift is strafbaar (art. 193 en volgende van het Strafwetboek).

Datum

Stempel van de geneesheer

Handtekening van de geneesheer

(*) een kruisje in het passend vakje (de passende vakjes) aanbrengen

(**) een kruisje aanbrengen of de datum invullen

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Volksgezondheid,

M. COLLA

De Staatssecretaris voor Veiligheid en Maatschappelijke Integratie,

J. PEETERS

